



PREFECTURE INDRE

Arrêté n °2015058-0002

signé par
Alain ESPINASSE, Préfet de l'Indre

le 27 Février 2015

**36 - Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de
l'Indre (DDCSPP)
Service de la Protection des Populations
Unité Protection de l'Environnement**

Arrêté mettant en demeure la société
EUROCAST de respecter les dispositions de
l'arrêté N ° 2013248-0004 du 5 septembre
2013 autorisant la société EUROCAST
CHATEAUROUX à modifier les conditions
d'exploitation de son établissement



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'INDRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE
ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS
SERVICE SANTÉ ET PROTECTION ANIMALES ET ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ

**mettant en demeure la société EUROCAST
de respecter les dispositions techniques
de l'arrêté préfectoral n° 2013248-0004 du 5 septembre 2013
autorisant la société EUROCAST CHATEAUROUX à modifier
les conditions d'exploitation de son établissement**

Le Préfet de l'Indre,

Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et notamment son article L 171-8 ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013248-0004 du 5 septembre 2013 autorisant la société EUROCAST CHATEAUROUX à modifier les conditions d'exploitation de son établissement sur le territoire de la commune de du Poinçonnet ;

Vu le courrier de transmission du rapport d'inspection, daté du 13 février 2015, adressé par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire à la société EUROCAST ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 13 février 2015, proposant une mise en demeure,

Considérant l'inspection de l'établissement réalisée le 15 décembre 2014 par l'inspection des installations classées ;

Considérant les constats formalisés à l'issue de l'inspection susmentionnée ;

Considérant que certaines non-conformités constatées et caractérisées par rapport aux prescriptions réglementaires, peuvent soit conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur l'environnement.

Considérant que l'exploitation des installations est menée dans des conditions insatisfaisantes et qu'il importe pour la sauvegarde des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement susvisé, de mettre fin dans les plus brefs délais à cette situation.

Sur proposition de Mme la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations,

ARRÊTE

Article 1 : Mise en demeure

La société EUROCAST dont le siège social est situé Z.I. route de Montluçon (route de La Châtre – Le Poinçonnet - est mise en demeure de respecter, sous un délai de 30 jours, pour l'exploitation de ses installations de traitement de surface autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013248-0004 du 5 septembre 2013, sises à la même adresse, les prescriptions techniques suivantes :

Titre 10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013248-0004 du 5 septembre 2013 (confinement des eaux en cas de sinistre) :

«

REFERENCE ARRETE PREFECTORAL	Désignation des mesures à mettre en œuvre	Délais de réalisation
Article 7.6.7.1 – Confinement des eaux d'extinction	Transmission d'une étude technico-économique permettant à l'exploitant de déterminer les moyens techniques à mettre en place pour disposer d'une capacité de confinement minimale de 390 m ³ afin de gérer les eaux polluées lors d'un accident ou incendie du site.	6 mois à compter de la notification du présent arrêté

»

Article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013248-0004 du 5 septembre 2013 (rejets aqueux industriels) :

« L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration ci- dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : EI(Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5 du même arrêté)

Débit de référence	Maximal :	Moyen journalier :	Moyen mensuel :
Paramètre	Concentration maximale sur une période de 2 heures (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)	Flux moyen mensuel (kg/j)
pH	Compris entre 5,5 et 8,5		
Température	< 30°C		
DBO5	5 000	200	125
DCO	15 000	600	375
MEST	500	52	32,5
Azote global (exprimé en N)	150	6	3,75
Phosphore total (exprimé en P)	50	2	1,25
Métaux totaux	15	0,4	0,25

(NFT90 112)			
HCT	10	0,4	0,25

»

Article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013248-0004 du 5 septembre 2013 (émissions atmosphériques) :

« Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;

Fours de fusion (FFU1 et FFU2) :

Paramètres	Concentration	Unité	Flux FFU1	Flux FFU2	Unité
Poussières	20	mg/Nm ³	45	45	g/h
NOx (exprimé en NO2)	120	mg/Nm ³	90	90	g/h
SOx exprimé en SO2	50	mg/Nm ³	90	90	g/h
COV NM totaux	110	mg/Nm ³	90	90	g/h
Somme de 6 métaux (Cr _{total} , Cu, Sn, Mn, Ni, Zn et composés)	2.5	mg/Nm ³	0.75	0.75	g/h
Dioxines et furannes	0,1	ng TEQ/Nm ³	0,75	0,75	µg/h

Extracteurs n°1 et n°2 :

Paramètres	Valeurs limites calculées sur gaz secs			
	Concentration	Unité	Flux	Unité
Poussières	20	mg/Nm ³	45	g/h
COV non méthaniques totaux	110	mg/Nm ³	1300	g/h
NOx (exprimé en NO2)	120	mg/Nm ³	1700	g/h
SOx exprimé en SO2	50	mg/Nm ³	1700	g/h
Somme de 6 métaux (Cr _{total} , Cu, Sn, Mn, Ni, Zn et composés)	2.5	mg/Nm ³	2,5	g/h

Grenailleuse (GTA1, GTA2 et GTU) :

Paramètres	Concentration	Unité	Flux	Unité
Poussières	20	mg/Nm ³	10	g/h

»

Article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013248-0004 du 5 septembre 2013 (rétentions) :

« Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,

dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. »

Article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013248-0004 du 5 septembre 2013 (captation des émissions atmosphériques) :

« Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

En particulier, une étude technico-économique doit être menée par l'exploitant pour déterminer les moyens techniques à mettre en place pour que les rejets atmosphériques des issus des plates-formes de fusion soient canalisés. Elle doit être transmise dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. »

Article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013248-0004 du 5 septembre 2013 (installations électriques) :

« Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. »

Article 2 : Justificatifs

L'exploitant transmettra à Madame la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations – Service SPAE – Cité Administrative Bâtiment A – Boulevard George Sand – CS 30613 – 36020 CHATEAUROUX CEDEX, tout document ou information utile justifiant de l'accomplissement des mesures prises, afin de respecter les dispositions prévues à l'article 1 ci-dessus.

Article 3 : Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté et indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514.1 du Code de l'Environnement.

Article 4 : Notifications

Le présent arrêté sera notifié à la société EUROCAST, situé ZI route de Montluçon (route de La Châtre – 36330 LE POINCONNET) dont le siège social est situé à la même adresse. Copies en seront adressées à Monsieur le maire de la commune du POINCONNET et à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Centre-Val de Loire.

Article 5 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Limoges par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

L'exploitant peut également la contester par un recours gracieux ou un recours hiérarchique. Ce recours ne suspend pas le délai fixé par la saisine du tribunal administratif.

Article 6 : Exécution

Madame la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de l'Indre, Monsieur le Maire du POINCONNET, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Centre-Val de Loire et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Alain ESPINASSE